
[Inde: mise en question de la "Stratégie forestière révisée" de la Banque mondiale](#)

La "Stratégie forestière révisée" du Groupe Banque mondiale, approuvée le 31 octobre 2002, comporte certaines déclarations significatives, telles que "Il existe un rapport étroit entre les moyens de vie des pauvres et les forêts, et l'idée que les pauvres sont la cause de la déforestation dans les pays en développement (est) fondamentalement fausse".

"La réalité est que l'affluence de fonds pour les forêts... va continuer à être insuffisante par rapport à l'investissement dans des activités qui peuvent avoir des impacts nuisibles sur les forêts". Et aussi: "La Banque doit évaluer quel sera l'impact de son action et de ses investissements dans d'autres secteurs ou au plan macroéconomique, sur les forêts et leurs habitants".

Cela fait longtemps qu'on affirme, généralement sans succès, qu'on ne peut pas faire endosser aux pauvres la responsabilité de la destruction des forêts et de la dégradation de l'environnement, et que la nouvelle économie de la dernière décennie a non seulement marginalisé davantage ceux qui étaient déjà en marge mais gravement miné les ressources naturelles et la base de la survie que constituent les forêts, les rivières, les zones humides et les côtes.

Cependant, la stratégie est basée sur une contradiction fondamentale: l'agenda de la libéralisation du marché s'y voit de loin, bien qu'il essaie de se faufiler par la porte du fond. Le message central qui s'en dégage est que l'argent est la clé pour sauver les forêts du monde. La participation du secteur privé est mentionnée avec emphase. Cela est lié aussi aux Plans nationaux d'action forestière (PNAF). Le PNAF de l'Inde, préparé en 1999 par le Ministère unifié de l'Environnement et des Forêts, prévoit qu'il faudra environ 28 milliards de dollars pour protéger nos forêts. Cependant, est-ce que cette "vision centrée sur l'argent" est vraiment correcte?

Rien que dans la décennie de 1990 l'Inde a emprunté à la Banque presque 350 millions de dollars pour la Phase I des Projets forestiers à Maharashtra, au Bengale occidental, Andhra Pradesh (A.P.), Madhya Pradesh (M.P.), Uttar Pradesh (U.P.) et Kerala. Cela a-t-il vraiment contribué à la protection et la régénération des forêts? La subsistance des personnes dépendant des forêts a-t-elle été assurée? Les pauvres en ont-ils été bénéficiés? Il y a beaucoup de questions auxquelles il faudrait répondre pour se faire une idée des conséquences de ces projets. Les inquiétudes et les plaintes ont été nombreuses: les opérations ont manqué de transparence, elles ont éloigné des forêts les populations tribales, elles ont provoqué des conflits au sein des villages et entre des communautés, et elles ont au bout du compte creusé les inégalités et renforcé les structures de pouvoir qui sont à la base des problèmes de l'aménagement et de la conservation des forêts.

Entre temps, la Phase II des Projets forestiers pour A.P et M.P., qui implique des prêts de 108 millions de dollars dans chacun des cas, a été approuvée et la première tranche a déjà été libérée. Ceci nous ramène au sujet de l'atténuation de la pauvreté qui, d'après la Banque, est au cœur de la stratégie forestière révisée. Là aussi il y a des contradictions fondamentales. Dans une partie du document, les définitions récentes de la pauvreté semblent être acceptées, suivant lesquelles elle est la conséquence du manque de ressources (physiques, financières, humaines et sociales)

nécessaires à la génération de moyens de subsistance appropriés et renouvelables. Mais c'est toujours la définition la plus simpliste de la pauvreté qui revient: "la pauvreté reste un problème mondial d'énormes proportions. Sur les six milliards d'habitants de la planète 2,8 milliards, soit presque la moitié, vivent avec moins de 2 USD par jour. Parmi eux, 1,2 milliards vivent avec moins d'un dollar par jour". Qu'est-ce que la pauvreté, quelles peuvent en être les causes véritables, quelles doivent être les solutions à long terme, voilà autant de questions dont on n'analyse pas les implications.

Dans ce contexte, ce qui réclame une attention toute particulière est la section du sommaire exécutif intitulée "Utilisation du potentiel des forêts pour la réduction de la pauvreté". Ce qui est envisagé là est l'amélioration de la qualité de la vie rurale. Le concept sous-jacent est celui d'un monde en développement dans lequel les habitants de la campagne jouiront d'une qualité de vie qui ne sera pas très au-dessous de celle des habitants des villes; où les communautés rurales offriront des opportunités économiques équitables à tous leurs habitants, quels que soient leur salaire, leur statut social ou leur genre; un endroit pétillant d'énergie, de ressources renouvelables et d'attraits où l'on pourra vivre et travailler, contribuer au progrès national et à l'économie en général, et qui sera dynamiquement lié aux zones urbaines. Il s'agit d'une composition singulièrement étrangère à la réalité du monde où nous vivons.

Rien ne saurait être plus éloigné de la vérité, en particulier dans un pays comme l'Inde, qui est rural à plus de 70%, et majoritairement agricole. Car si la pauvreté et les privations de certaines zones rurales de l'Inde sont indéniables, s'il est indiscutable que l'inégalité et l'exploitation y abondent et qu'il y a beaucoup de choses à corriger, que dire de l'Inde urbaine d'aujourd'hui? Elle s'écroule sous son propre poids. La pollution de l'air et de l'eau échappent à tout contrôle, les taudis se multiplient, les services essentiels tels que l'eau potable et l'assainissement sont affreusement déficitaires, le chômage grimpe et la criminalité aussi. Il n'y a rien qui justifie le caractère général des déclarations et des inférences de la stratégie de la banque parce qu'une bonne partie du monde rural est encore aujourd'hui très bien dotée, riche et puissante. Il y a des régions pleines de vigueur et de vitalité, où les communautés ont vécu et continuent à vivre en paix, dans le bonheur et avec des rapports raisonnablement harmonieux avec l'environnement. Des économies prospères y survivent qui, dans un pays tel que l'Inde, sont celles qui entraînent le développement national.

Que faut-il donc conclure de cette stratégie révisée de la Banque? D'emblée, on en conclut qu'elle met l'autorité de la Banque elle-même sous un grand point d'interrogation. Les confusions sont évidentes, les contradictions flagrantes et le concept sous-jacent tellement erroné qu'on a du mal à croire qu'il ait pu être énoncé. Si les fondations elles-mêmes sont si instables, on ne peut que frémir en pensant au bâtiment qu'elles doivent supporter.

Cette stratégie va-t-elle donc contribuer à sauver les forêts et à aider les pauvres? On peut toujours imaginer des réponses à cette question, mais y aura-t-il quelqu'un qui les écoute?

Article adapté de The Hindu, 23 février 2003, "Can this save the forests?", <http://www.hinduonnet.com/thehindu/mag/2003/02/23/stories/2003022300180700.htm>, par Pankaj Sekhsaria, Kalpavriksh, adresse électronique: kvriksh@vsnl.com. Envoyé par l'auteur.